

« Convention Constitutive »

**Groupement d'Intérêt Economique**

**GIE « IRM IMAIA BANATUA »**

**Siège social : Centre Hospitalier de la Côte Basque  
13, avenue de l'Interne J.LOEB  
64100 - BAYONNE .**

-----

---

## **ENTRE LES SOUSSIGNES :**

- **Le Centre Hospitalier de la Côte Basque 13, avenue de l'Interne J.LOEB, 64100 – BAYONNE, représenté par son Directeur, Monsieur Michel GLANES,**
  
- **Le Centre d'Imagerie Médicale du Pays Basque (C.I.M.P.B), Société par actions simplifiée au capital 55.680 Euros, dont le siège social est situé 1 rue Monréjau - 64100 BAYONNE, représenté par son Président, le Docteur Philippe ARRAGON TUCOO**

Il a été établi comme suit le présent contrat du Groupement d'Intérêt Economique (G.I.E.) dénommé « IRM IMAIA BANATUA », afin de réaliser en commun l'acquisition et l'exploitation d'une ou plusieurs IRM, de partager les coûts d'investissement et d'exploitation de ces équipements, dans le souci d'offrir à la population du territoire de santé une prestation permettant d'améliorer la qualité de l'offre de soins.

### **Article 1. – Forme**

Il est formé entre les soussignés un Groupement d'Intérêt Economique (G.I.E.) régi par l'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967 et par tous textes législatifs et réglementaires susceptibles de compléter ou de modifier ladite ordonnance, ainsi que par les présents statuts et le règlement intérieur y afférent.

### **Article 2. – Dénomination**

La dénomination du groupement est :

**« GIE IRM IMAIA BANATUA »**

Dans tous les actes et documents émanant du groupement et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, cette dénomination devra toujours être précédée ou suivie des mots « Groupement d'Intérêt Economique » ou de l'abréviation G.I.E. et de l'énonciation de son numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

### **Article 3. – Objet**

L'objet du groupement est civil.

Le groupement d'intérêt économique a pour objet d'acquérir et d'exploiter ou plusieurs IRM dont il sera titulaire de l'autorisation d'exploitation, accordée par l'ARS Aquitaine. L'utilisation médicale sera exclusivement réservée et assurée par des médecins qualifiés en radiologie, associés de la SAS C.I.M.P.B et/ou dépendant du Centre Hospitalier de la Côte Basque, seuls membres du Groupement.

Ces équipements seront situés dans le service d'Imagerie médicale du CHICB.

Le Groupement pourra réaliser toutes opérations mobilières, susceptibles d'aider à la réalisation de l'objet social ci-dessus défini, dans les limites qu'il comporte.

Le groupement ne pourra en aucun cas percevoir la rémunération des actes médicaux (honoraires et forfaits techniques) effectués au moyen de l'équipement de l'IRM, laquelle sera perçue respectivement par les praticiens intervenants en individuel ou par l'intermédiaire du CIMPB, et par le Centre Hospitalier Intercommunal de la Côte Basque (CHICB).

Enfin, il est précisé que le GIE n'est pas employeur, chaque membre utilise ses propres personnels dont il assure la rémunération et la couverture en responsabilité civile.

### **Article 4. – Siège**

Le siège du groupement est fixé au Centre Hospitalier de la Côte Basque, sis à BAYONNE (64 100), 13, avenue de l'Interne J. LOEB.

Il peut être transféré en tout autre endroit du territoire de santé de Bayonne par décision de l'assemblée générale des membres du groupement.

### **Article 5. – Durée**

La durée du groupement est fixée à 12 ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Cette durée correspond à deux autorisations successives, majorée de la durée d'utilisation de l'IRM cédée dans le cadre de l'article 3 du présent contrat constitutif.

### **Article 6. – Apports**

Le présent groupement d'intérêt économique est constitué au moyen des apports suivants :

- Le Centre Hospitalier de la Côte Basque apporte au groupement :
  - la somme en numéraire de cinq cent euros **500 euros**

- Le C.I.M.P.B apporte au groupement :  
- la somme en numéraire de cinq cent euros **500 euros**

Total des apports en numéraire..... 1.000 euros

Ces apports en numéraire seront libérés au fur et à mesure des besoins du groupement et, au plus tard dans le délai de un (1) mois après la demande qui en sera faite aux apporteurs par les administrateurs, par lettre recommandée.

Indépendamment de la procédure d'exclusion, prévue à l'article 9 ci-après dont il peut faire l'objet, le membre défaillant ne peut participer aux assemblées et bénéficier des services du groupement tant qu'il n'a pas acquitté les sommes dont il est redevable.

### **Article 7. – Capital**

1. – Le capital du groupement est fixé à 1.000 euros. Il est divisé en 100 parts de 10 euros chacune, numérotées de 1 à 100 et attribuées aux apporteurs énumérés ci-dessus, ainsi qu'il suit :

- au Centre Hospitalier de la Côte Basque..... 50 parts numérotées de 1 à 50
- au C.I.M.P.B.....50 parts numérotées de 51 à 100

soit au total : ..... 100 parts

Total des parts composant le capital : .....100 parts

---

Les parts ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

2. – Le capital peut être augmenté par décision de l'assemblée générale extraordinaire des membres du groupement, par voie d'apports en nature ou en numéraire. L'assemblée générale peut également réduire le capital pour quelque cause que ce soit, notamment en cas de retrait ou d'exclusion de l'un des membres.

### **Article 8. – Parts**

Les droits des membres résultent exclusivement des présents statuts, des actes modificatifs dont ils feront l'objet, du règlement intérieur et des cessions de parts régulièrement effectuées.

Chaque membre dispose d'un nombre de parts proportionnel à son apport.

### **Article 9. – Cession de parts**

1. – Les cessions de parts doivent être constatées par écrit. Elles ne sont opposables au groupement qu'après lui avoir été signifiées ou avoir été acceptées par lui dans un acte authentique.

Elles ne sont opposables aux tiers qu'après dépôt de l'acte de cession au Registre du Commerce et des Sociétés.

**2.** – Les cessions des parts entre membres ou au profit de tiers ne peuvent être réalisées qu'avec le consentement préalable de l'assemblée générale, qui doit se réunir dans le délai de un (1) mois à compter de la demande faite par le cédant au groupement par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

L'autorisation ou le refus de cession doivent être notifiés au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'autorisation de cession est réputée acquise si aucune décision de l'assemblée générale n'a été signifiée au cédant dans le délai de deux (2) mois à compter de la réunion de cette dernière.

Cette autorisation expresse devra être obligatoirement notifiée au membre cédant.

Le membre cédant reste responsable à l'égard des tiers des dettes du groupement antérieures à la mention de son retrait au Registre du Commerce et des Sociétés.

**3.** – Au cas où la cession serait refusée par l'assemblée générale, le membre cédant pourra se retirer du groupement dans les conditions prévues à l'article 9 « Retrait », ci-après et avec les conséquences y énoncées.

#### **Article 10. – Retrait. – Exclusion**

**1.** – Tout membre peut se retirer du groupement en faisant la demande aux administrateurs, ~~par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au moins six (6) mois à l'avance.~~

Ce retrait ne pourra toutefois prendre effet qu'après que le membre intéressé ait satisfait à toutes ses obligations envers le groupement.

Aucun retrait de l'un des membres signataires du contrat constitutif ne pourra intervenir avant l'expiration de la durée de fonctionnement prévue par l'autorisation. De même, en cas de renouvellement des installations, le droit de retrait ne pourra être exercé par un membre qu'à l'expiration d'une nouvelle période de 5 ans à compter de la date de mise en service du nouvel équipement. Le retrait ne peut prendre effet qu'à la fin de l'exercice social annuel.

Le membre qui se retire reste tenu solidairement des engagements du groupement vis-à-vis des créanciers qui n'ont pas renoncé à cette solidarité et contractés antérieurement à la mention de son retrait au Registre du Commerce et des Sociétés.

Le membre qui se retire n'a droit qu'au remboursement de son ou de ses comptes courants éventuels. La part du membre qui se retire dans les

résultats de l'exercice en cours est calculée au prorata du temps écoulé depuis le début de l'exercice jusqu'à la date de prise d'effet du retrait vis-à-vis du groupement et en application des autres règles résultant des statuts et du règlement intérieur relatives à la répartition des résultats.

Le membre qui se retire n'a aucun droit sur les provisions, amortissements et réserves.

Les sommes dues au membre qui se retire lui seront versées dans les trente (30) jours qui suivront l'assemblée générale ordinaire annuelle approuvant les comptes de l'exercice au cours duquel a eu lieu le retrait.

La part du membre sortant est annulée.

Dans l'hypothèse où, au moment du retrait, le groupement ne comprend que deux (2) membres, ce retrait entraîne ipso facto la dissolution du groupement, à charge pour les Administrateurs de procéder aux opérations de liquidation.

**2. -** L'exclusion d'un membre du groupement peut être prononcée à tout moment sur proposition des administrateurs, par l'assemblée générale.

L'exclusion doit être motivée et le membre concerné entendu au préalable.

Sont notamment considérés comme motifs d'exclusion, les infractions au présent contrat et/ou au règlement intérieur prévu à l'article 28 ci-après, étant précisé que l'exclusion d'un membre est encourue de plein droit dans les cas d'incapacité, de faillite, redressement ou liquidation judiciaire ou d'interdiction de gérer ou d'administrer une entreprise frappant ce membre.

~~Les membres démissionnaires ou exclus devront accomplir tous leurs engagements envers le groupement et s'acquitter des obligations découlant pour eux des opérations réalisées par le groupement.~~

Ils devront également exécuter les contrats et opérations en cours passés avant leur démission ou leur retrait et en demeureront responsables vis-à-vis des tiers comme vis-à-vis du groupement.

**3. -** Le retrait comme l'exclusion d'un membre entraîne l'annulation de ses parts et corrélativement la réduction du capital.

La valeur des droits du membre démissionnaire ou exclu dans l'actif du groupement est déterminée d'un commun accord entre lui et le groupement, dans les conditions fixées au règlement intérieur.

À défaut d'accord, il sera fait application des dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

#### **Article 11. - Admission de nouveaux membres**

L'admission de nouveaux membres, personnes physiques ou morales, est décidée par l'assemblée générale, laquelle est appelée à approuver également

leurs apports et à déterminer les modalités de l'augmentation de capital corrélative auxdits apports.

Toute candidature devra être adressée aux administrateurs par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans les deux (2) mois de cette remise, l'assemblée générale sera réunie à l'effet de se prononcer sur cette demande d'admission.

Toute décision d'admission ou de rejet de candidature est notifiée au postulant par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle est souveraine, sans recours, et n'a pas besoin d'être motivée.

Ces nouveaux membres doivent exercer une activité compatible avec l'objet défini à l'article 3 et dans les conditions fixées au règlement intérieur.

## **Article 12. – Droits et obligations des membres du groupement**

1) Chaque membre du groupement a les droits qui résultent des dispositions légales et réglementaires en vigueur, du présent contrat et du règlement intérieur.

Chaque membre a droit de participer aux assemblées générales des membres du groupement et dispose d'autant de voix qu'il dispose de parts de capital. Il a également le droit de faire appel aux services du groupement pour toute opération rentrant dans l'objet de celui-ci.

2) L'adhésion implique l'obligation de respecter, dans leur lettre et dans leur esprit, le présent contrat, le règlement intérieur du groupement, et de se soumettre à toutes leurs dispositions ainsi qu'aux décisions prises par les assemblées générales ainsi qu'à celles prises par les administrateurs dans le cadre de leurs pouvoirs et notamment à acquitter les cotisations prévues.

Conformément à la loi, les membres du groupement sont tenus des dettes de celui-ci sur leur patrimoine propre. Ils sont en outre solidaires, sauf convention contraire avec les tiers contractants.

Les créanciers du groupement ne peuvent poursuivre le paiement des dettes contre un membre qu'après avoir vainement mis en demeure le groupement par acte extrajudiciaire.

Dans leurs rapports entre eux, les membres du groupement sont tenus des dettes de celui-ci dans les proportions fixées au règlement intérieur.

Sauf convention contraire avec le tiers cocontractant, les membres du groupement sont solidaires. Cependant, il est ici expressément précisé que, pour les engagements et/ou d'investissements prévus à l'article 14.2 les administrateurs du groupement ne pourront valablement contracter en son nom et pour son compte qu'après autorisation de l'assemblée générale et obtention d'une renonciation expresse et préalable du tiers contractant au bénéfice de la solidarité.

Seule une décision de l'assemblée générale des membres permettra aux administrateurs de contracter valablement un tel engagement, malgré l'absence de renonciation du tiers au bénéfice de la solidarité.

Les créanciers du groupement qui n'ont pas renoncé au bénéfice de la solidarité ne peuvent poursuivre le paiement de ses dettes contre un membre qu'après avoir vainement mis le groupement en demeure par acte extrajudiciaire.

### **Article 13. – Financement**

Chaque membre du groupement doit contribuer aux charges de fonctionnement ainsi qu'au financement des pertes du groupement dans les conditions prévues aux présents statuts et dans le règlement intérieur.

Le financement des opérations du groupement est assuré :

- par des cotisations dont le montant et les modalités de répartition et de perception sont fixés par le règlement intérieur,
- par des avances ou des apports en comptes courants effectués par tous les membres, sur appel des administrateurs, dans la limite d'un montant maximum annuel fixé par l'assemblée générale des membres.

A défaut de mise à disposition des fonds dans les délais impartis, le membre défaillant sera redevable au groupement d'un intérêt de retard calculé au taux de 10 % l'an, à compter de la date d'exigibilité des sommes considérées.

De plus, au cas où la défaillance préjudicierait au groupement et mettrait en jeu sa responsabilité, le membre défaillant serait personnellement tenu de ces conséquences.

---

La durée du blocage des sommes apportées en comptes courants sera déterminée par l'assemblée générale des membres qui pourra décider de la diminuer ou de la prolonger.

### **Article 14. – Administration**

**1)** Le groupement est administré et géré par deux (2) administrateurs, choisis, l'un, parmi les associés de la SAS C.I.M.P.B et l'autre, parmi les représentants du Centre Hospitalier de la Côte Basque, un des administrateurs devant nécessairement représenter le secteur privé, l'autre représentant le secteur public.

Chacun des membres du groupement désigne un administrateur de son choix, pour une durée de trois (3) ans renouvelable par tacite reconduction. Chaque administrateur est révocable par décision du ou des membres qui a procédé à sa nomination.

Les décisions de nomination, de révocation et de démission d'un administrateur ne prennent effet qu'à compter de la notification qui en est faite à l'autre membre par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.



Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales ; lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, elle est tenue de désigner un représentant permanent qui encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était administrateur en son nom propre.

Les administrateurs sont des mandataires révocables « ad nutum » et par décision de justice pour cause légitime à la demande de l'un quelconque des membres.

Les administrateurs sont tenus de consacrer le temps nécessaire à la conduite des affaires du groupement. Leurs fonctions sont gratuites.

Leurs fonctions sont incompatibles avec celles de contrôleur de gestion et de contrôleur des comptes.

2) Dans les rapports avec les tiers, les administrateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom du groupement.

Ils les exercent dans la limite de l'objet du groupement et sous réserve de ceux attribués par la loi et par le présent contrat aux assemblées générales.

Chaque administrateur est tenu d'assumer le bon fonctionnement du groupement, conformément aux statuts et au règlement intérieur.

Les deux administrateurs sont tenus de présider les assemblées générales.

Les administrateurs doivent signer conjointement tous contrats.

---

Chaque administrateur peut certifier conforme toutes délibérations d'assemblées ou toute décision des administrateurs et chacun peut représenter le groupement en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Dans les rapports entre membres, toutes les décisions des administrateurs doivent être prises conjointement, et cosignées.

Elles engagent le groupement par les actes entrant dans son objet, sauf dispositions particulières prises par l'assemblée générale et sous réserve des pouvoirs que le présent contrat attribue expressément à l'assemblée générale.

L'administrateur qui prendrait seul des décisions, en violation du présent article, engagerait sa responsabilité personnelle, non seulement envers le groupement mais également envers les tiers.

Devront notamment être autorisées par l'assemblée générale, les opérations suivantes :

- la souscription de tout emprunt auprès de tiers,
- la signature de tout contrat de leasing, crédit-bail ou location avec

- option d'achat, quels qu'en soient le montant et l'objet,
- l'engagement de dépenses d'investissement ou de fonctionnement, supérieures à un montant fixé par le Règlement Intérieur,
- le renouvellement de la demande de l'autorisation d'acquérir une IRM.

Chaque administrateur pourra seul effectuer le paiement des dépenses d'investissement ou de fonctionnement décidées conformément aux conditions prévues par les présents statuts.

Au cas où les administrateurs viendraient à dépasser les limites de leur mandat, tel que défini dans le présent titre, leur responsabilité personnelle serait engagée vis-à-vis du Groupement et des membres, nonobstant la mise en oeuvre de toute procédure de révocation.

En ce qui concerne les opérations d'investissement supérieures à un montant de quinze mille euros (15.000 euros), les administrateurs devront préalablement à la décision qui devra être soumise à l'assemblée obtenir la renonciation du tiers contractant au bénéfice de la solidarité des membres du groupement.

#### **Article 15. – Assemblées générales. – Règles générales**

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée générale des membres du groupement.

Toutes les autres décisions collectives peuvent être prises par consultation écrite des membres

L'assemblée générale se compose de tous les membres du groupement. Chaque membre a un nombre de voix proportionnel à son nombre de parts.

---

Chaque personne morale membre y est représentée par deux personnes physiques désignées par son représentant légal.

L'assemblée se réunit au siège social ou en tout autre lieu indiqué par l'auteur de la convocation.

#### **Article 16. – Tenue de l'assemblée**

1) Les assemblées générales sont convoquées conjointement par les deux administrateurs. Elles peuvent l'être également par le contrôleur de gestion ou le contrôleur des comptes en cas d'urgence.

Les assemblées du groupement sont en outre obligatoirement convoquées à la demande d'au moins un membre du groupement avec l'ordre du jour qu'il propose.

L'assemblée est réunie, en cas d'urgence, par le mandataire désigné par le juge des référés à la demande d'un membre du groupement.

Enfin, en cas de liquidation elles sont convoquées par le liquidateur.

**2)** Les convocations sont faites, par tous moyens à chaque membre du groupement.

En cas d'urgence, constatée par le juge des référés, ce délai peut être ramené à trois (3) jours.

L'assemblée peut se réunir sans convocation écrite si tous les membres du groupement sont présents ou représentés. Cette règle ne vaut, cependant, pas pour l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes.

Aux convocations doivent être annexés l'ordre du jour de l'assemblée et le projet de texte de résolutions, ainsi que le rapport des administrateurs et tous documents nécessaires à l'information des membres. S'il s'agit de l'assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes annuels, sont annexés en outre aux convocations, les rapports du contrôleur de gestion et du contrôleur des comptes ainsi que bilan, compte de résultats et annexe de l'exercice écoulé.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Tout membre du groupement, ainsi que le contrôleur de gestion, peuvent adresser aux administrateurs des propositions de résolutions.

Les administrateurs sont tenus d'inclure ces propositions dans l'ordre du jour de la plus prochaine assemblée à la condition qu'elles leur parviennent six (6) jours au moins avant la date de la réunion.

Toute assemblée ne peut délibérer valablement que sur les questions figurant à l'ordre du jour.

---

**3)** Peuvent participer aux assemblées, pour consultation et sans voix délibérative, deux médecins appartenant l'un au secteur public, l'autre au secteur privé.

Un membre du groupement peut être représenté aux assemblées du groupement par un mandataire, muni d'un pouvoir spécial indiquant l'ordre du jour de la réunion.

Chaque membre présent ne pourra recevoir qu'un seul pouvoir de représentation.

**4)** L'assemblée est présidée alternativement par l'un ou l'autre des administrateurs. À défaut, l'assemblée élit son président.

Le secrétaire de séance est nommé par l'assemblée. Il peut être choisi en dehors des membres du groupement.

Lors de chaque assemblée, une feuille de présence est tenue à la disposition des représentants des membres qui doivent l'émarguer lors de leur entrée dans le lieu de réunion.

L'assemblée générale doit pour délibérer valablement, réunir la majorité des membres existant au jour de la réunion de l'assemblée.

5) Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux signés par le président de séance et le secrétaire, et réunis en un registre tenu au siège du groupement.

Les copies ou extraits sont certifiés par les administrateurs.

#### **Article 17. – Assemblées générales ordinaires**

L'assemblée générale ordinaire se réunit au moins une fois par an, dans les six (6) mois qui suivent la clôture de l'exercice.

Elle ne délibère valablement que si les deux membres sont présents ou représentés.

Les décisions sont prises à l'unanimité des voix des membres composant le Groupement

L'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé entend le rapport des administrateurs, les rapports du contrôleur de gestion et du contrôleur des comptes. Elle discute, approuve ou redresse les comptes de l'exercice écoulé, décide de l'affectation des résultats.

Cette même assemblée fixe le montant prévisionnel des cotisations annuelles et vote le budget de l'année, budget d'exploitation et budget d'investissement.

Elle délibère sur toutes les questions figurant à l'ordre du jour et qui ne sont pas de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire, ainsi que sur toutes les questions s'attachant au fonctionnement du groupement.

#### **Article 18. – Assemblées générales extraordinaires**

L'assemblée générale extraordinaire est compétente pour modifier les statuts et le règlement intérieur du groupement ainsi que pour décider de toutes les questions ci-dessous.

Ces décisions, prises à l'unanimité des voix des membres composant le Groupement, portent sur :

- la procédure d'autorisation de l'équipement IRM
- les modalités de maintenance des équipements,
- les modalités de répartition des charges financières,
- la nomination, la reconduction ou la révocation des administrateurs, du contrôleur de gestion et du contrôleur des comptes, et la détermination de leur rémunération,
- la détermination du montant des sommes qui doivent être versées par les membres en compte courant,
- la souscription de tous emprunts auprès de tiers, sans limitation de montant, et la fixation des conditions et modalités,

- la décision de donner l'aval ou la caution du groupement, pour des sommes déterminées,
- l'autorisation aux administrateurs d'accomplir des actes déterminés n'entrant pas dans le cadre de leur mandat,
- le changement de la nationalité du groupement,
- l'augmentation des engagements des membres,
- le transfert du lieu d'exploitation de l'installation,
- l'autorisation de cession de part à des tiers étrangers au groupement,
- l'admission de nouveaux membres,
- la prorogation ainsi que la dissolution anticipée du groupement,
- la détermination des modalités de la liquidation du groupement et la désignation d'un ou plusieurs liquidateurs,

L'assemblée générale décide également à l'unanimité du choix de l'équipement d'IRM de reprographie et d'informatique à acquérir.

### **Article 19. – Consultations écrites**

La demande de consultation écrite doit être faite par les administrateurs agissant conjointement.

A l'appui de la demande de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des membres du groupement sont adressés à ceux-ci par lettre recommandée.

Les membres du groupement doivent, dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de la date de réception des projets de résolutions, émettre leur vote par écrit. Ce vote s'exprime valablement dans les mêmes conditions qu'en assemblée générale, c'est-à-dire à l'unanimité.

Pendant ledit délai de quinze (15) jours, les membres du groupement peuvent demander aux administrateurs les explications complémentaires qu'ils jugent utile.

Pour être valables, les décisions prises sur consultation écrite doivent recueillir l'unanimité.

Tout membre qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai maximal fixé ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

### **Article 20. – Procès-verbaux**

1) Toute délibération de l'assemblée générale des membres est constatée par un procès-verbal établi par les administrateurs. Ces procès-verbaux sont signés par les représentants de chaque membre du groupement.

2) En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée de la réponse de chaque membre.

3) Les procès-verbaux sont consignés par les administrateurs sur un registre spécial tenu au siège social et coté et paraphé par un Juge du Tribunal de Commerce.

4) Des copies ou extraits de ces procès-verbaux peuvent être certifiés valablement par un administrateur.

#### **Article 21. – Contrôle de la gestion**

Le contrôle de la gestion est assuré par un contrôleur de gestion obligatoirement personne physique, désigné par l'assemblée générale, laquelle fixe la durée de sa mission qui doit être au minimum de trois (3) ans et le montant de sa rémunération.

Le contrôleur de gestion peut être révoqué "ad nutum" par l'assemblée générale des membres.

Les fonctions sont incompatibles avec celles d'administrateur, de salarié ou de commissaires aux comptes du groupement.

Le contrôleur de gestion exerce le contrôle permanent de la gestion du groupement par les administrateurs.

Le contrôleur de gestion a les pouvoirs d'investigation les plus étendus à l'effet d'émettre une opinion motivée sur la gestion du groupement. Il peut, en conséquence, à tout moment, opérer les vérifications et les contrôles qu'il juge opportun, se faire communiquer tous documents qui lui paraîtront utiles pour l'accomplissement de sa mission et notamment tous contrats et marchés passés par le groupement, tous comptes établis le concernant. Le contrôleur de gestion devra veiller au respect par les administrateurs des termes du contrat constitutif, du budget et des dispositions adoptées par les assemblées du groupement.

Il est en droit de faire toutes observations qui lui paraissent utiles aux administrateurs et par les voies qu'il détermine.

---

La mission du contrôleur de gestion est limitée aux opérations réalisées par le groupement proprement dit, sans qu'il puisse, de ce fait s'immiscer ou s'intéresser, à quelque titre et pour quelque raison que ce soit, aux opérations réalisées à titre personnel par chacun de ses membres, dans la gestion du groupement ou encore dans les fonctions d'administrateur.

Une fois par semestre, le contrôleur de gestion reçoit un rapport présenté par les administrateurs et portant sur la marche des affaires du groupement ainsi que sur la situation de celui-ci.

Le contrôleur de gestion est convoqué à l'assemblée générale annuelle d'approbation des comptes, au moins quinze (15) jours avant la date de sa tenue. A la convocation sont joints, les comptes annuels lesquels comprennent le bilan, le compte de résultats et l'annexe ainsi que le projet de rapport des administrateurs à l'assemblée.

Il présente chaque année un rapport sur la gestion du groupement lors de cette assemblée annuelle.

Le rapport du contrôleur de gestion est lu par lui, avant l'intervention des

votes. Il est tenu à la disposition des membres du groupement qui peuvent en obtenir copie au siège du groupement, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

A toute époque de l'année, le contrôleur de gestion peut demander la convocation de l'assemblée générale des membres du groupement sur un ordre du jour qu'il propose.

Le contrôleur de gestion est responsable tant à l'égard des tiers que des membres du groupement des conséquences dommageables des fautes et négligences commises par lui dans l'exercice de ses fonctions.

Il est astreint au secret professionnel pour les faits, actes, renseignements dont il a pu avoir connaissance à raison de ses fonctions.

## **Article 22. - Contrôle des comptes**

Le contrôle des comptes est assuré par un contrôleur des comptes nommé pour six (6) exercices par l'assemblée générale ordinaire des membres du groupement qui peut également le révoquer "ad nutum".

Les fonctions de contrôleur des comptes sont incompatibles avec celles d'administrateurs, de membre du groupement et sont obligatoirement assurées par un commissaire aux comptes ou un expert-comptable.

Le contrôleur des comptes vérifie les comptes et valeurs du groupement et certifie la régularité et la sincérité des comptes annuels.

A cet effet, les documents comptables ainsi que les rapports du conseil d'administration et du contrôleur de gestion sur les opérations de l'exercice lui sont communiqués quarante-cinq (45) jours avant la date fixée pour la réunion de l'assemblée annuelle à laquelle il présente son rapport.

Le contrôleur des comptes doit être convoqué au moins quinze (15) jours avant la date retenue pour l'assemblée générale annuelle. Son rapport ainsi que les comptes certifiés doivent être tenus à disposition au siège du groupement au moins quinze (15) jours avant la date de l'assemblée.

Le contrôleur ou commissaire aux comptes a pour mission à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et valeurs du groupement et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes. Il vérifie également la sincérité des informations contenues dans le rapport des administrateurs sur les comptes du groupement.

À toute époque de l'année, il peut opérer toutes vérifications et tout contrôle qu'il juge opportun et se faire communiquer toutes les pièces utiles à l'exercice de sa mission.

Le contrôleur des comptes peut demander à tout moment la convocation de l'assemblée générale sur l'ordre du jour qu'il propose.

Il est soumis au même secret professionnel et encourt la même responsabilité que le contrôleur de gestion.

### **Article 23. – Exercice social**

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> Janvier et finit le 31 Décembre de chaque année.

Par exception le premier exercice social comprendra le temps à courir depuis l'immatriculation du groupement au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 Décembre 2007.

### **Article 24. – Comptes annuels**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations du groupement. La tenue des comptes est assurée par un comptable déterminé par le règlement intérieur.

Le rapport sur les opérations de l'exercice, l'inventaire, les comptes annuels (bilan, compte de résultat, annexe) sont présentés par les administrateurs à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire dans les six mois de la clôture de l'exercice, après avoir été soumis au contrôleur de gestion et au contrôleur des comptes et les convocations faites dans les formes et délais prescrits aux articles.

Les comptes sont établis, pour chaque exercice social selon les mêmes méthodes d'évaluation, sauf si des modifications sont approuvées expressément par l'assemblée générale ordinaire.

Les amortissements et provisions doivent être effectués conformément aux usages comptables.

### **Article 25. – Répartition des résultats**

Le but du groupement n'est pas de réaliser des bénéfices pour lui-même ; aussi les résultats positifs ou négatifs de l'exercice, s'il en existe, deviennent la propriété ou la charge de chaque membre, dès qu'ils sont constatés, dans la proportion des parts de chaque membre dans le capital.

L'excédent de recettes sera ainsi porté au crédit du compte courant de chacun des membres dans les écritures du groupement.

En cas de résultats négatifs, chaque membre devra, dans les conditions fixées au règlement intérieur, verser dans la caisse du groupement une somme égale au montant de la perte dont il a la charge.

L'assemblée générale ordinaire peut toutefois décider d'apurer les pertes dans les conditions visées au règlement intérieur ou d'affecter les bénéfices à un compte de réserve.

### **Article 26. – Dissolution du groupement**

Le groupement est dissous :

- par l'arrivée du terme initialement prévu;
- par l'extinction ou la fin de son objet,



- par la décision unanime des membres,
- par décision judiciaire pour de justes motifs,
- par la réunion de tous les droits du groupement en une seule main ou lorsque par suite de retraits le groupement ne comprendrait plus qu'un membre.

Il n'est pas dissous par le décès d'une personne physique ou par la dissolution d'une personne morale membre du groupement.

De même, le groupement n'est pas dissous si l'un de ses membres est frappé d'incapacité, de faillite personnelle ou de l'interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise commerciale, quelle qu'en soit la forme, ou une personne morale de droit privé non commerçante.

Le groupement continue alors entre les autres membres. Le membre auquel l'un des événements ci-dessus est survenu est considéré comme démissionnaire, avec effet du jour de la survenance de l'événement, mais le remboursement dû se fera comme en cas de retrait ou d'exclusion.

### **Article 27. – Liquidation**

Le groupement est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit.

La dénonciation doit être suivie de la mention « groupement en liquidation » ainsi que de l'indication du nom du ou des liquidateurs.

La personnalité morale du groupement subsiste pour les besoins de sa liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci.

Les liquidateurs sont désignés par l'assemblée générale ou bien par la décision de justice qui a prononcé la dissolution.

Les liquidateurs ont tous pouvoirs pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les membres.

Les fonctions du ou des administrateurs cessent avec la nomination des liquidateurs, mais le contrôleur de gestion et le contrôleur des comptes continuent leur mission.

Les modalités de la liquidation sont fixées par la décision qui nomme les liquidateurs.

A la fin des opérations de liquidation, les membres du groupement sont réunis en assemblée à l'effet de statuer sur les comptes, de donner quitus aux administrateurs et de déclarer la clôture de la liquidation.

Après extinction du passif, le produit net de la liquidation est utilisé pour le remboursement du capital. Le surplus, s'il en existe est réparti entre les membres en proportion de leurs droits dans le capital, par voie de partage.

Les pertes de la liquidation, s'il en existe, sont supportées par les membres du groupement dans les mêmes proportions, soit proportionnellement à leurs droits dans le capital.

#### **Article 28. – Règlement Intérieur**

Il sera établi un règlement intérieur pour régir les modalités pratiques de fonctionnement du groupement. Il devra comporter une partie relative à la gestion administrative et financière du groupement et une partie relative à l'organisation médicale.

Ce règlement devra être approuvé par l'unanimité des membres et ne pourra être modifié que par décision de l'assemblée générale extraordinaire.

#### **Article 29. – Contestations**

Toutes contestations qui pourraient s'élever pendant la durée du groupement ou de sa liquidation concernant l'interprétation ou l'exécution du présent contrat relativement aux affaires communes entre les membres ou entre les membres et le groupement seront jugées conformément à la loi et soumises aux tribunaux compétents du lieu du siège du groupement.

En cas de contestation, tout intéressé doit en conséquence faire élection de domicile dans le ressort du tribunal du lieu dudit siège et toute assignation ou signification est régulièrement faite à ce domicile élu.

À défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au Parquet de Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance du lieu du siège.

#### **Article 30. Premiers Organes de gestion**

Sont nommés, au titre de premiers administrateurs, pour une durée de trois années :

- Monsieur le Docteur HELIE Olivier (CIMPB)
- Monsieur le Docteur HIGUE David (CHCB)

#### **Article 31. – Publications. Pouvoirs**

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original des présentes, à l'effet d'accomplir toutes formalités légales d'immatriculation et de publicité au nom du groupement.

*Fait à BAYONNE, le 10 octobre 2013*

Le Directeur du Centre Hospitalier  
de la Côte Basque

Michel GLANES



Le Président du  
Centre d'Imagerie Médicale  
du Pays Basque

Philippe ARRAMON TUCOO